

Appel à communication

Premières Journées Internationales de Sociologie de l'Énergie

Université de Toulouse II-Le Mirail, France, 25 et 26 octobre 2012

Les premières journées internationales de sociologie de l'énergie organisées par le CERTOP CNRS, en partenariat avec les CR 16, 23 et 32 de l'AISLF (Association Internationale des Sociologues de Langue Française) et le RT1 de l'AFS (Association française de sociologie), se dérouleront les jeudi 25 et vendredi 26 octobre 2012 à l'université de Toulouse II-le Mirail, en France.

Depuis plus d'une dizaine d'années, de nombreux travaux sociologiques émergent sur les questions de l'énergie, mais, jusqu'à présent, en l'absence d'une communauté scientifique structurée, ils restent dispersés. Compte tenu du contexte climatique et énergétique actuel et des débats qui en découlent, il apparaît désormais opportun de réunir et confronter, au niveau international, les contributions et les analyses dans le domaine. L'objectif est de rassembler des scientifiques d'horizons institutionnels différents (entreprises publiques et privées, laboratoires de recherche, bureaux d'études), de structurer un réseau international afin de mettre en place des rencontres régulières, de mutualiser les connaissances et les approches théoriques et méthodologiques.

Ces premières journées internationales de sociologie de l'énergie s'organiseront autour de conférences plénières et d'ateliers thématiques. Il est aussi envisagé de faire appel à des « grands témoins » extérieurs à la discipline sociologique.

Un contexte d'urgence : la transition énergétique

Les questions énergétiques occupent une place croissante dans les préoccupations sociales et politiques. Les consommations énergétiques, les émissions de gaz à effet de serre, et les autres impacts environnementaux et sanitaires qui leur sont associés, relèvent de l'ensemble des activités humaines. Des contraintes physiques (raréfaction des ressources conventionnelles, augmentation de l'effet de serre...), techniques (effet structurant du marché, des macro-systèmes techniques, des innovations techniques, des innovations techniques), et politiques (conférences internationales, Grenelle de l'Environnement, politiques industrielles...), combinées à leurs conséquences socio-économiques (dérive technologique, précarité énergétique, exclusion sociale, absence de démocratie technique...), nécessitent des actions urgentes de diversification du bouquet énergétique et d'économie d'énergie.

La maîtrise de la demande d'énergie s'est imposée comme une composante essentielle du référentiel de développement durable, et un enjeu central des programmes d'action publique dans les domaines du transport, de l'urbanisme, de l'habitat, de l'industrie... On retrouve dans la plupart des pays de tels programmes d'action publique, adossés aux grands accords internationaux, déclinés selon les spécificités énergétiques, économiques et sociales nationales. La transition énergétique dans laquelle nos sociétés tendent à s'inscrire se heurte à l'incapacité des systèmes techniques et des politiques publiques à réduire les consommations. Les regards se tournent alors vers les acteurs sociaux ou vers les consommateurs et leurs comportements d'usage.

Outre des analyses en termes de politiques publiques, et de stratégies industrielles, les problématiques énergétiques impliquent une approche sociotechnique consistant à penser et traiter l'interaction entre la technique et le social. Il s'agit de déchiffrer les enjeux, les pratiques, les représentations sociales et les logiques d'action qui sous-tendent la conception, la production, la commercialisation et l'usage des technologies énergivores. Inversement, comment questionner la part des innovations sociales (c'est-à-dire non technologiques) ? L'enjeu sociétal d'accélérer la diffusion des technologies, des modes d'organisation et des pratiques sociales contribuant à une meilleure efficacité énergétique, suppose de caractériser les conditions de mise en œuvre de dispositifs énergétiques performants, d'identifier les attentes et d'analyser les modes de réception et d'appropriation par les différentes catégories d'acteurs appelés à les promouvoir et à les utiliser.

L'objectif de ces 1ères Journées de sociologie de l'énergie est de mieux comprendre la place et les apports de la sociologie de l'énergie dans l'espace public, au travers autour de cinq grandes thématiques.

1) Les enjeux d'une sociologie de l'énergie

Pourquoi faire une sociologie de l'énergie ? Comment définir une sociologie de l'énergie ? Quels sont les grands enjeux institutionnels, politiques, industriels, techniques, environnementaux, sociaux, culturels ? Comment concilier sciences de l'ingénieur et sciences de la société dans le domaine de l'énergie ? Comment sont traitées les interfaces entre sociologie et technologie, chez les industriels dans le développement de technologies innovantes, chez les sociologues dans leur manière d'appréhender les systèmes techniques énergétiques ? Quelle est la place du social dans les technologies comme les réseaux et compteurs énergétiques intelligents, les nouveaux équipements domotiques, les bâtiments économes, les divers appareils électroménagers et les TIC... ? Dans quelle mesure les connaissances sociologiques influencent-elles les orientations industrielles, techniques et politiques ? Quelle est la place de l'innovation sociale dans la transition énergétique (co-housing, communautés du type transition towns, mouvement de la Décroissance, etc.) ?

2) Les objets de la sociologie de l'énergie

Les sciences économiques et sociales évoquent un changement de paradigme en matière d'énergie avec la transition annoncée d'une société de la consommation vers une société de sobriété et la préservation des ressources. La reconfiguration du rôle de l'individu est centrale avec l'exacerbation du modèle de « consommateur responsable », de « nouveau citoyen » et la multiplication de ses identités : usager, expert profane, prescripteur voire auto-producteur d'énergie. Comment interroger ces nouvelles formes de consommation et la reconfiguration des responsabilités individuelles ? Quels sont les résultats saillants des études sur ce supposé nouveau consommateur d'énergie ? Les représentations, valeurs et pratiques individuelles ou familiales évoluent-elles vraiment vers la maîtrise des énergies, et selon quelles modalités ?

Les études sociologiques se multiplient sur les phénomènes de consommation et les jeux d'acteurs dans le domaine de l'énergie. Les phénomènes de mise à l'agenda médiatique et politique et ceux de la réception par les publics sont moins étudiés, alors qu'ils représentent un pivot important de compréhension des mutations en cours, comme les modes de construction des politiques industrielles et des accords internationaux.

Comment sont traitées les controverses sur l'énergie au sein de la sphère publique ? Quelles réponses la sociologie apporte-t-elle à l'inertie des comportements énergétiques ? Comment questionne-t-elle les difficultés à communiquer en matière de MDE ? Comment interroge-t-elle la pertinence des supports d'information (campagnes de sensibilisation, marketing vert, labels et étiquettes énergie) ? Quelle analyse fait-elle des outils tels que les « nudges verts » présentés comme innovants ? En quoi peut-elle contribuer à l'évaluation des effets des politiques d'économie d'énergie ?

3) Les approches de la sociologie de l'énergie : les modèles et cadres théoriques mobilisés

La socio-anthropologie des techniques et la sociologie de l'innovation sont convoquées pour interroger l'histoire des choix en matière d'énergie. La sociologie politique intervient également lorsqu'il s'agit de questionner l'émergence sur la scène publique des problèmes socio-économiques consécutifs à la manière dont nos sociétés gèrent les problèmes associés à l'énergie (gestion des risques, gestion de la transition énergétique, résorption de la précarité énergétique...). La sociologie des mouvements sociaux, la sociologie des controverses, la sociologie de la famille et des loisirs ou encore l'analyse stratégique sont également mobilisées dans les travaux sur l'énergie. On peut alors s'interroger sur les conditions de mise en œuvre et de validité de ces cadres théoriques dans le champ des problématiques énergétiques et, à l'inverse, questionner la manière dont ce champ enrichit les modèles théoriques. La capacité de la sociologie de coopérer avec d'autres sciences et de produire des connaissances interdisciplinaires, des concepts et des cadres d'analyse pertinents est également une des clefs du développement de la sociologie de l'énergie

4) Les méthodes de la sociologie de l'énergie

Existe-t-il des approches méthodologiques spécifiques à la sociologie de l'énergie, notamment lorsqu'il s'agit d'appréhender les interactions entre les techniques et les humains, ou de conduire des expérimentations sociotechniques ? Les coopérations avec les sciences de l'ingénieur et la nécessité, dans certaines études, de combiner les approches techniques et les approches sociologiques n'ouvrent-elles pas de nouvelles perspectives méthodologiques ? Comment la sociologie s'enrichit-elle des approches techniques ? De quelle manière la sociologie, confortée en cela par d'autres sciences humaines et sociales (comme l'histoire, la psychologie sociale, mais aussi la géographie), contribue-t-elle à une meilleure compréhension de la transition énergétique ?

Des exposés de cas concrets d'études, de recherches, d'expérimentations ou d'interventions en sociologie de l'énergie, la mise en question de protocoles méthodologiques innovants, seront les bienvenus pour compléter la panoplie des outils d'investigation de la discipline.

5) Acteurs, métiers et compétences

Quels sont les acteurs coproducteurs du savoir sociologique autour des questions énergétiques ? Quelles sont les différentes postures adoptées par ces acteurs (registre de la science, du marché, du politique, du technique...) ? Groupes d'experts, acteurs de la société civile, collectivités territoriales, entreprises, comment interagissent-ils ? Voit-on émerger une nouvelle cartographie d'outils et d'acteurs (des outils institutionnels comme l'Agenda 21, les Plans Climat., des réglementations, des outils techniques ou de diagnostic comme les audits énergétiques, les programmes de Maîtrise de la Demande d'Energie...) ? Comment sont élaborés ces outils, comment sont-ils appropriés, comment sont-ils mis en œuvre et comment sont-ils évalués ?

Les comportements des groupes professionnels face à ces questions énergétiques restent à l'heure actuelle peu étudiés, alors qu'ils constituent des enjeux importants. D'une part, on peut s'interroger sur les possibilités de développement de compétences spécifiques et de métiers nouveaux (installateurs d'équipements à énergie renouvelable, diagnosticien énergétique, responsables du développement durable, spécialistes du marketing vert, lobbyistes...) ? Quel sera leur potentiel en termes de création d'emplois ? Quelle place sont-ils amenés à prendre dans l'espace institutionnel, les entreprises et les organismes publics ? Quelles missions leurs sont attribuées, quelles sont leurs marges de manœuvre et leur légitimité ? D'autre part, à une échelle plus large, l'interrogation porte sur le rôle des cultures professionnelles dans l'appropriation par le corps social des normes de réduction de la consommation d'énergie : frein ou moteur du changement ? Dans quelle mesure ces normes et injonctions induiront-elles des transformations des identités, des pratiques et des « juridictions » professionnelles ?

A un autre niveau, comment les consommateurs et les usagers sont-ils associés au projet de transition énergétique ? Quelle place leur accorde-t-on dans ce projet essentiellement construit sur l'idée que la solution passe par la technique ? Comment perçoivent-ils et s'approprient-ils cette panoplie d'équipements (équipements domestiques à Haute Performance Énergétique, matériaux innovants, maison passive ou positive...) ? Ne développent-ils pas des formes spécifiques d'adaptation, de nouveaux savoirs pratiques ? Quelle est la place de l'innovation sociale du côté des usages ?

INFORMATIONS RELATIVES A LA SOUMISSION DES CONTRIBUTIONS SCIENTIFIQUES

Les propositions de contributions se présenteront sous le format d'une page (3000 signes), ainsi organisée :

Titre en français

Auteurs (nom, prénom, appartenance institutionnelle, mails)

Résumé en français de la proposition,

5 mots clefs en français

Titre en anglais

Résumé en anglais

5 mots clefs en anglais

Police de caractères "Times New Roman" en 12 points.

Merci de nommer votre document par le nom de famille du premier auteur.

Les propositions seront envoyées avant le 15 avril 2012, simultanément à :

beslay@univ-tlse2.fr et zelem@univ-tlse2.fr

Les auteurs seront informés de l'avis du comité scientifique vers le 31 mai 2012

Les communications pourront se faire en anglais et en français

Les propositions seront examinées par **un comité scientifique** composé de Christophe Beslay (Univ Toulouse II), Dominique Desjeux (Paris V), Charles Gadéa (Univ Saint-Quentin en Yvelines), Alain Gras (CETCOPRA, Univ. Paris 1), Salvador Juan (Univ Caen), Véronique Beillan/Isabelle Moussaoui (EDF R&D), Chris Pickvance (Univ Kent), Hal Wilhite (Univ Oslo), Rolf Wuestenhagen, (Univ St Gall, Suisse), Marie-Christine Zélem (CERTOP-CNRS)

Comité d'organisation

Christophe Beslay (Univ Toulouse II), Chantal Derkenne/Sylvie Geissmann (ADEME), Nicolas Gayet/Sylvie Déjoux (ARPE), Marie Carlo/Maud Minoutschin (GDF-SUEZ), François Ménard (PUCA), Bénédicte Riey (OREMIP), Anne Razous (CERTOP), Marie-Christine Zélem (CERTOP-CNRS).

Les auteurs retenus devront adresser leur texte intégral avant le 15 juillet 2012, en français ou en anglais, selon un format qui leur sera indiqué ultérieurement.

Un recueil des résumés sera distribué à l'ensemble des communicants lors de leur inscription.

A l'issue des journées, les contributions les plus pertinentes feront l'objet d'une publication.